Enseigner l’empathie, avant qu’il ne soit trop tard

mardi 21 octobre 2025, par NachDenkSeiten

20 octobre 2025 — un article D’Oskar Lafontaine

Lorsque les politiciens disent « Nous », cela vaut la peine de regarder de plus près. Lorsque vous, Friedrich Merz, employez le nous, voulez-vous dire nous en pensant aux autres seulement les autres, vous incluez vous dans ce nous ? Lorsque vous exprimez votre mantra : « nous ne pouvons plus nous permettre un état social » ?

Pour les politiciens tels que le chancelier ou l’auteur de cet article, ou tous les fonctionnaires de l’État, y compris des professeurs d’économie, experts en prévoyance sociale : politique de santé, sécurité sociale ? La réponse est immédiate et claire. Vous n’êtes pas affecté par les réductions de l’assurance-chômage, de l’assurance maladie obligatoire ou de la question des retraites !
Bien sûr ils financent la protection sociale : l’assurance maladie, les retraites et l’assurance chômage par l’impôt, mais les cotisations de sécurité sociale sont en fait reversées aux cotisants : employés, salariés, comme les cotisations dites patronales, car elles sont des composantes salariales, un salaire différé, comme le reconnaissaient déjà les Ordolibéraux.

Adam Smith et le principe de Saint-Florian

En particulier, le Secrétaire d’État de Ludwig Erhard, Alfred Müller-Armack, a souligné que les cotisations patronales à la sécurité sociale ne doivent pas être considérées comme un fardeau supplémentaire pour les entreprises, mais comme faisant partie intégrante du salaire et doivent donc être incluses dans la politique salariale. Lorsque les « experts économiques » actuels de la CDU autour de Friedrich Merz demandent une réduction des cotisations de sécurité sociale, ils demandent une réduction des salaires, pour relancer l’économie, ils montrent qu’ils ont oublié cette leçon importante de L’économie sociale de marché. Lorsqu’il est question de réduire les cotisations et les prestations d’assurance mentionnées ci-dessus, les personnes qui en parlent ne sont pas concernées par ces réductions des prestations de l’état social. Il s’agit d’un comportement répandu, mais toujours immoral. Dans de nombreuses sociétés et cultures, la règle d’or est la suivante : « ce que tu ne veux pas, qu’on te fasse, ne le fais à autrui ». De ce point de vue, lorsqu’ils parlent de réductions de prestations sociales mentionnées, les dirigeants devraient parler, tout d’abord, de la réduction des salaires des ministres, des parlementaires, des hauts fonctionnaires lorsqu’ils déclarent que « nous » ne pouvons plus nous permettre.

Selon le principe de Saint Florian : « épargnez ma maison, incendiez celle des autres », les groupes sociaux privilégiés se comportent ainsi. Qu’il s’agisse d’impôts ou de prestations sociales, une grande partie des élus, des partis politiques, des associations professionnelles et patronales soutient presque invariablement les propositions qui épargnent les actionnaires et les hauts revenus, mais pèsent davantage sur les salariés et personnes à faible revenu.

Pour ces dirigeants, les salaires, les pensions, les avantages sociaux et les impôts sont toujours trop élevés. Par conséquent, ils font campagne pour réduire les salaires, les retraites et les prestations

sociales, et réclament une baisse des impôts qui touchent leurs revenus. Et comme les médias appartiennent aux « grands actionnaires et dirigeants » de grands groupes, la plupart des journalistes adoptent le style tout le monde est beau tout le monde est gentil !

Dans son livre *Théorie des sentiments moraux*, Adam Smith a écrit : « aussi égoïste que soit L'homme, il y a manifestement des principes dans sa nature qui l'obligent à prendre en compte le sort des autres et le poussent à faire le bonheur des autres, même s'il n'en tire aucun avantage autre que le plaisir de contribuer au bonheur des autres. Lorsque l'on observe le partage des profits aujourd'hui, force est de constater qu'il ne reste plus grand-chose des sentiments éthiques de la nature humaine observés par le philosophe et moraliste écossais.

Ce manque de compassion est encore plus évident lorsque les gouvernants envoient leur peuple à la guerre ou fournissent des armes aux belligérants que ce soit Trump ou Poutine, Zelenski ou Netanyahu, Merz ou Macron, et bien d'autres la liste n'est pas exhaustive : cela ne les gêne pas d'envoyer leurs peuples à la mort, cela ne les touche pas le moins du monde. Quand nous entendons ces hommes de gouvernement parler, on comprend que cela leur est égal, ils ne ressentent rien devant les conséquences de leurs décisions qui ont envoyé leurs peuples à la mort !
La direction de la CDU, qui revendique les valeurs chrétiennes, mais qui nous précipite actuellement avec empressement vers la guerre, n'a manifestement jamais entendu parler de la charité, ni même de l'amour d'autrui, même si c'est un ennemi. L'organisation et les structures de notre société conduisent à l'isolement et à l'indifférence au sort des autres.

Comme Willy Brandt l'a annoncé dans son célèbre discours lors de son élection au poste de chancelier, "nous voulons oser plus de démocratie", aujourd'hui un chancelier fédéral devrait déclarer "nous voulons redécouvrir ce qu'est l'empathie"
Le Danemark et la France donnent l'exemple. Au Danemark, depuis 1993, l'Empathie figure comme matière obligatoire pour tous les enfants de six à seize ans. Afin d'inculquer des compétences sociales telles que la tolérance et le respect et de susciter la volonté d'aider. L'objectif est de réduire l'intimidation et les conflits à l'école. En 2024, la France a lancé L'Empathie dans 1 200 écoles en tant que projet pilote. Les premières évaluations prouvent les effets positifs de cette nouvelle matière scolaire ; il est prouvé que l'intimidation et l'agression ont diminué.

Règles d'or :

La société en proie à la division aux conflits en République fédérale devrait conduire nos gouvernants à suivre l'exemple de nos voisins européens et d'introduire l'enseignement de L'Empathie dans nos écoles. Il y aurait alors l'espoir que Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'on te fît serait notre priorité à nous tous et cela éloignerait la menace de guerre atomique., car on comprendrait qu'il vaut mieux vivre en paix et sécurité que se détruire.

NB Cet article a été publié pour la première fois dans die Wektwoche n° 42.25.et publié par Nachdenseiten.le 20.10.25